



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 11 – Du 24 mars au 30 mars 2023

## En bref

**Afghanistan** : Les recettes d'exportations franchissent pour la première fois le seuil des 2 Mds USD.

**Bangladesh** : Hausse de la participation des femmes au marché de l'emploi. Baisse de l'emploi industriel, au profit des secteurs agricole et tertiaire. Le ministère des Finances alloue 160 Mds Tk (1,4 Md EUR) pour la construction d'une deuxième raffinerie.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Maintien par S&P de ses prévisions de croissance pour l'Inde à 6,0 % pour l'année prochaine. Revue à la hausse des prévisions de croissance pour l'économie indienne. *Politique commerciale* : Hausse de 162 % des expéditions d'I-Phones fabriqués en Inde. Hausse des importations de pétrole et de charbon ; les importations devraient franchir la barre des 700 Mds USD pour l'année en cours. Réduction du déficit courant pour l'année prochaine.

**Maldives** : Financement de 41 MUSD de la BAD à Bank of Maldives (BML) en soutien aux PME et à l'économie bleue. Les Maldives ont accueilli plus de 500 000 touristes depuis le début de l'année, en hausse de 21,5% en g.a.

**Népal** : Première réunion du mécanisme de coordination Sino-népalais pour le commerce et la coopération transfrontalière. La Banque mondiale va accorder près de 120 M USD au Népal pour soutenir l'éducation. Le manque de marge de manœuvre budgétaire bride les dépenses d'investissement de l'Etat.

**Pakistan** : L'accord technique entre les services du FMI (le SLA) et le gouvernement pakistanais reste conditionné à un engagement durable sur la fiscalité et à l'intervention financière de « pays amis ». Les emprunts du gouvernement auprès des banques commerciales du pays et de la SBP en augmentation. Moody's abaisse la note des cinq principaux établissements bancaires du Pakistan. Chute des flux sortants d'IDE entre juillet 2022 et février 2023. Le comité de coordination économique (Economic Coordination Committee-ECC) reporte toute décision en réponse à la demande de l'industrie pharmaceutique de réajuster le prix des médicaments.

**Sri Lanka** : Ouverture des activités d'importation, de stockage, de distribution et de vente de produits pétroliers à trois nouveaux acteurs. Appel d'offres auprès de conseillers financiers pour la cession des participations de l'Etat dans plusieurs entreprises. Le conseil des ministres donne son accord pour une joint-venture indo-sri lankaise visant à développer un projet photovoltaïque d'une capacité de génération de 135 MW à Sampur dans le nord-est de l'île.

## Afghanistan

Les recettes d'exportations franchissent pour la première fois le seuil des 2 Mds USD

Selon les données du ministère du Commerce et de l'industrie, les recettes d'exportations ont atteint une somme équivalente à 2 Mds USD lors de l'année solaire 1401, ce qui correspond à une hausse de 135 % en glissement annuel et 166 % en comparaison de l'année 1399.

Les pays voisins ont été les principales destinations des produits afghans, notamment le Pakistan (445 MUSD), l'Inde (202 MUSD), les Émirats Arabes Unis (41 MUSD), l'Ouzbékistan (31 MUSD), la Chine (23 MUSD) et l'Iran (20 MUSD).

Selon les données du ministère du Commerce et de l'Industrie, les produits agricoles ont contribué à 52 % des exportations, tandis que les produits miniers et minéraux à 28 % et le textile à 9 %.

Le ministre député du Commerce et de l'industrie affirme que les efforts de l'administration talibane pour assurer les partenariats commerciaux avec les pays voisins, améliorer la transparence et la collecte douanière ont simultanément contribué à l'amélioration des recettes d'exportations et donc du solde de la balance commerciale. En revanche, ce dernier reste en territoire négatif, de l'ordre de quelque 5 Mds USD sur la période sous revue, compte tenu de l'importance des importations qui s'élèvent à 7 Mds USD.

En outre, les représentants afghans souhaitent dynamiser les parcs industriels du pays afin de continuer les progrès en matière d'exportation, mais aussi dans l'optique d'attirer des investissements directs étrangers sur le territoire.

## Bangladesh

Hausse de la participation des femmes au marché de l'emploi

Le taux de participation des femmes au marché de l'emploi s'élevait en 2022 à 43 % d'après le Bangladesh Bureau of Statistics (BBS), en nette hausse sur 5 ans (36 %). D'après les données de l'Organisation Internationale du Travail, ces proportions seraient respectivement de 37 % (2021) et 33 % (2016). Cela place le Bangladesh parmi les premiers pays en Asie du Sud, devant l'Inde (23 %), le Pakistan ou le Sri Lanka (34 %).

Ce taux masque des situations très hétérogènes en fonction de la zone géographique, du niveau d'éducation, de l'âge et du secteur d'activité. Ainsi, le taux de participation des femmes a nettement progressé dans les zones rurales, où il atteint plus de 50 %. En effet, près de la moitié des travailleuses réalisent un travail agricole (agriculture, foresterie, pêcheries), secteur dans lequel la parité est atteinte. Notons par ailleurs l'augmentation des opportunités non-agricoles dans les zones rurales (petit entrepreneuriat) facilitées par l'essor des programmes de micro-crédit pilotés par certaines ONG.

Baisse de l'emploi industriel, au profit des secteurs agricole et tertiaire

Alors qu'entre 2017 et 2022 le secteur industriel a augmenté de 86 % en valeur, passant ainsi de 33 % à 37 % du PIB, le nombre d'emplois industriels a baissé de 300 000 sur la même période. Celui-ci ne représente plus, en 2022, que 17 % de l'emploi total contre 20% il y a cinq ans.

L'agriculture continue d'après la première source d'emploi au Bangladesh, et progresse de 41 % des emplois en 2017 à 45 % en 2022 d'après le Labour Force Survey 2022, soit près de 7 millions d'emplois supplémentaires. D'après des experts, une partie de ces travailleurs agricoles sont partis des villes pendant le Covid-19 et n'y sont pas revenus. Malgré l'augmentation du nombre de travailleurs, la part de l'agriculture dans

l'économie a continuellement baissé de 14,7 % du PIB en 2022 à 11,5 % en 2017.

En conséquence, l'économie bangladaise n'est parvenue à créer que 800 000 emplois en zone urbaine sur cinq ans. Pourtant, près de dix millions de personnes supplémentaires sont en âge de travailler depuis 2017. Cela tient à la faible création d'emplois dans l'industrie du prêt-à-porter, qui représente 80 % de l'emploi du secteur manufacturier.

#### Le ministère des Finances alloue 160Mds Tk (1,4 Md EUR) pour la construction d'une deuxième raffinerie

Eastern Refinery Limited (ERL), l'entreprise publique en charge du raffinage, va pouvoir avancer sur son projet de deuxième raffinerie pour le pays. Le ministère des Finances a alloué 160 Mds Tk (1,4 Md EUR) de prêts à la compagnie-mère d'ERL Bangladesh Petroleum Corporation (BPC) tandis que BPC auto-financera le reste de l'enveloppe (70 Mds Tk). Le design de cette deuxième raffinerie a été réalisé par Technip. BPC serait en discussion avec l'entreprise publique chinoise Wuhan Engineering Company. La capacité de la première raffinerie est de 1,5 millions de tonnes de pétrole brut, tandis que la demande totale du pays avoisine 6,5 millions de tonnes de pétrole. La construction de cette deuxième unité d'une capacité de 3 millions de tonnes permettra de réduire les importations de pétrole raffiné, qui pèsent lourdement sur la balance commerciale.

En 2021-22, le pays a importé 870 MUSD de pétrole brut contre 6,4 Mds USD de pétrole raffiné, respectivement en hausse de +12 % et +142 % en un an.

## Inde

### Indicateurs macroéconomiques

#### Maintien par S&P de ses prévisions de croissance pour l'Inde, à 6,0 % pour l'année prochaine

Selon S&P Global Ratings, l'Inde devrait enregistrer une croissance de 6,0 % pour la prochaine année budgétaire (qui commencera le 1<sup>er</sup> avril), puis de 6,9 % les deux années suivantes pour atteindre 7,1 % sur l'année budgétaire 2026-2027. Le rapport de S&P précise que si la demande domestique a jusqu'à présent été le moteur de la croissance, l'économie indienne apparaît de plus en plus sensible à la conjoncture globale, notamment à cause de la hausse des prix des matières premières.

La croissance indienne a ainsi ralenti pour atteindre 4,4 % au quatrième trimestre (octobre-décembre 2022) en glissement annuel, et devrait s'élever à 7,0 % sur l'année budgétaire en cours. Par ailleurs, S&P prévoit un recul de l'inflation, à 5,0 %, sur la prochaine année budgétaire, contre 6,8 % pour l'année en cours.

#### Revue à la hausse des prévisions de croissance pour l'économie indienne

Plusieurs banques internationales ont revu à la hausse les prévisions de croissance pour l'Inde pour l'année 2023, signalant une contagion très limitée des faillites bancaires dans le monde occidental.

Barclays a ainsi relevé les prévisions de croissance de l'Inde pour le prochain exercice, à 6,3 % contre 6,0 % initialement, affirmant que les développements mondiaux tels que les risques croissants pour la stabilité financière, le resserrement des taux et l'effondrement des prix des matières premières sont « de bon augure » pour la cinquième économie mondiale. « Après avoir résisté à de nombreux chocs sur sa stabilité macroéconomique en 2022, l'Inde est sur un terrain plus ferme en 2023 ; les besoins de financement du compte courant diminuent, l'inflation tend à baisser et les exigences

budgetaires sont maîtrisées », a déclaré Barclays dans un rapport.

Ce constat est également partagé par Morgan Stanley. L'achèvement du cycle de politique monétaire en cours offrira un contexte plus propice à l'Inde. Aussi, le système financier indien a de faibles liens avec le reste du monde, et la chute des prix des matières premières, en particulier des prix du pétrole, si elle se poursuit, devrait favoriser la croissance économique et améliorer la stabilité macroéconomique.

### *Politique commerciale*

#### *Hausse de 162 % des expéditions d'I-Phones fabriqués en Inde*

Les expéditions de smartphones « Made in India » ont augmenté de 65 % en volume et de 162 % en valeur en 2022 par rapport à l'année précédente, reflétant la capacité de fabrication ajoutée dans le pays.

Un certain nombre de partenaires d'Apple, dont Foxconn, Wistron et Pegatron, assemblent désormais les derniers iPhones en Inde. Pegatron cherche à construire une deuxième usine à Chennai après avoir inauguré le premier site il y a six mois. Le fabricant Foxconn envisagerait de créer des usines de fabrication d'électronique à Bengaluru et au Telangana.

#### *Hausse des importations de pétrole et de charbon ; les importations devraient franchir la barre des 700 Mds USD pour l'année en cours*

Les importations de marchandises de l'Inde devraient augmenter d'environ 16 % pour atteindre 710 Mds USD au cours de cet exercice en raison d'un rebond des expéditions entrantes de pétrole brut, de charbon, de diamants, de produits chimiques et d'électronique, selon un rapport publié mercredi par le groupe de réflexion économique GTRI (Initiative de recherche sur le commerce mondial). Le GTRI a également déclaré que l'économie indienne serait modérément touchée par la faiblesse de la demande mondiale et la récession dans les grandes économies.

Six catégories de produits - pétrole, pétrole brut; charbon, coke; diamant, métaux précieux; produits chimiques, pharmaceutiques, caoutchouc, plastiques; électronique; et les machines - représentent 82 % des importations totales de marchandises de l'Inde.

La valeur estimée des importations de pétrole est de 210 Mds USD, ce qui inclut le pétrole brut, le GNL et le GPL. Les importations de brut ont augmenté de 53 % au cours du dernier exercice. Alors que l'Inde achetait du brut à des pays diversifiés (Irak, Arabie saoudite, Russie, Émirats arabes unis suivis par les États-Unis), les importations en provenance de Russie ont augmenté de 850 % par rapport à l'année dernière.

#### *Réduction du déficit courant pour l'année prochaine*

Le déficit du compte courant de l'Inde devrait s'améliorer au cours du prochain exercice (2023-2024), mais ne devrait toutefois pas franchir la barre des 2 % du PIB du pays, selon un sondage réalisé par The Economic Times.

La prévision médiane de 14 économistes table sur un déficit courant à 2,0 % du PIB au cours de l'exercice 2023-2024, grâce à la baisse des cours mondiaux des produits de base (et notamment du pétrole) et à l'augmentation des exportations de services. Le déficit du compte courant pour l'exercice en cours devrait pour sa part s'établir à 2,5 % du PIB, soit plus du double de l'année précédente (1,2 % du PIB).

L'excédent commercial des services de 133 Mds USD pour la période avril-février de l'année budgétaire en cours a permis de contenir le déficit commercial global malgré un bond de 43 % du déficit commercial des marchandises, qui a atteint 247,5 Mds USD pour la même période, contre 172,5 Mds USD l'année précédente.

## Maldives

Financement de 41 MUSD de la BAD à Bank of Maldives (BML) en soutien aux PME et à l'économie bleue

La Banque asiatique de développement a structuré et syndiqué un soutien financier comprenant jusqu'à 13 MUSD en prêt en provenance de ses fonds ordinaires, un prêt de 13 MUSD de la Japan International Cooperation Agency, un prêt de 5 MUSD de la Development Bank of Austria, complétés par un prêt concessionnel du fonds fiduciaire Canadian Climate Fund for the Private Sector (CFPS II) in Asia allant jusqu'à 9 MUSD et d'une subvention de 1 MUSD du guichet de l'Asian Development Fund dédié au secteur privé (ADB-PSW). Au moins 60 % de l'enveloppe de prêts sera affectée à des prêts aux PME et 5 % à des entreprises détenues ou dirigées par des femmes ; le soutien financier du CFPS II et du PSW promouvra des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. La BML, première banque maldivienne, pourra ainsi augmenter sa capacité de prêts à taux avantageux en soutien notamment au secteur du tourisme.

Les Maldives ont accueilli plus de 500 000 touristes depuis le début de l'année, en hausse de 21,5% en g.a.

Au 27 mars, les arrivées de touristes atteignent le nombre de 505 071. Les premiers contributeurs sont la Russie, l'Inde et le Royaume Uni avec respectivement 12,4 %, 10,8 % et 9,4 % du total des entrées. La France est en sixième position avec 21 804 entrées soit 4,3 % du total. La Chine qui était avant 2020 le premier pays de provenance des touristes (16,7 % du total en 2019) ne se place qu'en 8<sup>ème</sup> position (3,2 % du total) après la reprise progressive des vols commerciaux depuis la mi-janvier. L'écart des arrivées touristiques par rapport à 2021 se réduit puisqu'il était de 31% en g.a. en janvier, de 19% en g.a. en février et de 15% en g.a. en mars (période du 1er au 27). Pour 2023, les autorités maldiviennes espèrent accueillir 1,8 M de touristes, un niveau supérieur au record de 1,7 M

en 2019, presque atteint en 2022 avec 1,68 M d'entrées, après 1,3 M en 2021 et 555 494 en 2020.

## Népal

Première réunion du mécanisme de coordination Sino-népalais pour le commerce et la coopération transfrontalière

Le communiqué de presse du consulat général du Népal à Lhassa, publié le 29 mars, souligne le renforcement des relations sino-népalaises dans le cadre de la première réunion du mécanisme de coordination pour le commerce et la coopération transfrontalière entre le Chine et le Népal.

Cette réunion s'est tenue à Lhassa au Tibet, en présence de M. Madhu Kumar Marasini, secrétaire du ministère de l'Industrie, du commerce du Népal, et par M. Chen Yongqi, vice-président du gouvernement populaire du Tibet.

Les discussions ont porté sur le développement de nouvelles voies de coopération, notamment sur bon fonctionnement des ports terrestres, la facilitation du commerce, la coopération douanière, le développement des zones frontalières et des infrastructures liées au commerce.

Au cours de cette réunion, les deux parties ont convenu de rétablir le plein fonctionnement des axes frontaliers pour le commerce bilatéral et la circulation des personnes. Cette reprise concerne les axes Tatopani-Zhangmu, Yari-Pulang et Rasuwagadhi-Kerung.

De plus, la Chine a accueilli favorablement la suggestion du Népal concernant la construction d'une Zone Economique Spéciale transfrontalière et la fourniture d'un soutien technique et financier pour la construction d'infrastructures du côté népalais au port frontalier de Nechung-Lizi.

### La Banque mondiale va accorder près de 120 MUSD au Népal pour soutenir l'éducation

Lors du dernier conseil d'administration de la Banque mondiale, le prêt de 16 Mds Rs (120 MUSD) à destination du programme gouvernemental lié à l'éducation au Népal, « The School Sector Transformation Program », a été approuvé par les membres.

Le directeur de la Banque mondiale pour les Maldives, le Népal et le Sri Lanka, Faris M. Hadad Jervos, a déclaré que cet investissement allait soutenir la vision du gouvernement népalais d'améliorer la qualité et l'accès équitable à l'éducation. Selon la Banque mondiale, ces fonds seront utilisés notamment pour faire face aux conséquences des fermetures d'écoles pendant la pandémie, pour construire des salles de classe adaptées et pour renforcer l'enseignement numérique. Ce financement permettra également de soutenir le programme de bourses d'études.

### Le manque de marge de manœuvre budgétaire bride les dépenses d'investissement de l'Etat

Selon le ministère des Finances népalais, le gouvernement a largement réduit les fonds alloués aux programmes d'investissement annoncés dans le budget pour l'année budgétaire 2022/23. Cette décision s'inscrit en lien avec la baisse de la collecte de recettes d'environ 16 % en comparaison avec l'année précédente. En effet, neuf mois après le début de l'exercice budgétaire, le gouvernement parvient à collecter seulement 43 % des recettes prévues. Compte tenu de la courte fenêtre de temps restant, il semble irréalisable pour le gouvernement de collecter les recettes manquantes pour atteindre l'objectif des 9,8 Mds EUR de recettes budgétaires.

En conséquence, de nombreux ministères font face à une réévaluation à la baisse de leur budget, tel que le ministère de l'Industrie et du commerce, dont le budget a été réduit de 22 % ou encore le ministère des Infrastructures et du transport qui connaît également une baisse du budget à hauteur de 22 %.

Ce déclin aura également un impact significatif sur les futurs projets d'infrastructures, les fonds

disponibles étant réalloués prioritairement aux projets en cours. Le projet hydroélectrique Budhi Gandaki vient ainsi de recevoir un financement supplémentaire de 10 MEUR.

## Pakistan

L'accord technique entre les services du FMI (le SLA) et le gouvernement pakistanais reste conditionné à un engagement durable sur la fiscalité et à l'intervention financière de « pays amis »

Esther Perez, la Cheffe de la mission résidente du FMI au Pakistan indique que le SLA du FMI reste conditionné (i) à un engagement du gouvernement concernant un plan de durabilité (sustainability) fiscale sur plusieurs années et (ii) à un engagement des « pays amis » visant à ce que la Banque centrale soit suffisamment alimentée en dollars. Mme Aisha Ghaus Pasha, la ministre d'Etat chargé des finances indique que le gouvernement pakistanais s'attend à ce que la Chine renouvelle rapidement son dépôt sécurisé (« Safe deposit ») de 2 Mds USD au sein de la Banque centrale (SBP) et espère qu'elle sera suivie d'ici peu par une annonce saoudienne (un dépôt d'au moins 1 Md USD est évoqué par les commentateurs).

La Cheffe de la mission résidente du FMI considère comme inquiétante le niveau de la dette à court et moyen terme due par le Pakistan aux entreprises et à l'Etat chinois (dette privée et publique), estimée entre 10 et 15 Mds entre juillet 2023 et juillet 2025.

Par ailleurs, les services du FMI à Washington n'ont toujours pas reçu d'information technique concernant des subventions à l'essence pour la population la plus pauvre annoncée le 22 mars dernier. L'hypothèse que ces annonces de subventions à l'essence pour le plus pauvres soient purement politiques dans le contexte de la campagne électorale prévue en octobre prochain ne doit pas être exclue.

### Les emprunts du gouvernement auprès des banques commerciales du pays et de la SBP en augmentation

Afin de financer son déficit budgétaire, le gouvernement a emprunté au cours des huit premiers mois de l'année budgétaire 2022/2023 un total de 9,2 Mds USD auprès du système bancaire pakistanais, dont 2,2 Mds USD (597,43 de PKR) auprès de la SBP et 7 Mds USD (2,6 trilliards de PKR) auprès des banques commerciales pakistanaises. Lors de leur dernière émission à la mi-mars, les emprunts à deux ans du Trésor en PKR auprès des banques commerciales ont atteint leur plus haut niveau en 10 ans à 22 %.

### Moody's abaisse la note des cinq principaux établissements bancaires du Pakistan

La notation des cinq banques pakistanaises (les deux banques de dépôt les plus importantes : Habib Bank Ltd. (HBL) et National Bank of Pakistan (NBP) ainsi que des banques de taille moyenne : MCB Bank Limited (MCB), Allied Bank Limited (ABL) et United Bank Ltd a été abaissée par Moody's Investors Service de Caa1 à Caa3.

Moody's justifie cette dégradation de la notation par la plus forte exposition souveraine de ces banques, principalement sous la forme de titres de dette publique qui représentent entre 36 % et 61 % de leurs actifs totaux.

Moody's note par ailleurs que le taux directeur élevé (actuellement à 20 %) a freiné la demande de crédit du secteur privé. Du 1<sup>er</sup> juillet 2022 à la fin février 2023, les prêts bancaires au secteur privé ont atteint 248 Mds PKR (en diminution de 72 % en g.a.).

### Chute des flux sortants d'IDE entre juillet 2022 et février 2023

D'après un rapport de la banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) publié lundi, le niveau des rapatriements en devises effectués par des investisseurs étrangers (IDE et investissements en portefeuille) est en chute de 80 % entre juillet 2022 et février 2023, soit une baisse de 921 MUSD, pour atteindre un montant total de 225 MUSD.

Cette forte baisse enregistrée dans le rapatriement des revenus et dividendes en devises tient à la fois aux mesures de restrictions imposées par la banque centrale sur les sorties de devises dans un contexte de crise des liquidités, mais aussi aux résultats en baisse des entreprises étrangères qui viennent refléter la dégradation de la situation économique. Le montant total des sorties de capitaux en devises actuellement en attente s'élèverait à plus d'1 Md USD pour plusieurs secteurs, notamment la banque, l'agroalimentaire, les télécommunications, la chimie, l'énergie, le tabac, l'automobile et l'exploration pétrolière.

Sur cette même période, les flux entrants d'IDE restent inférieurs aux rapatriements de capitaux (188 MUSD contre 225 MUSD).

### Le comité de coordination économique (Economic Coordination Committee-ECC) reporte toute décision en réponse à la demande de l'industrie pharmaceutique de réajuster le prix des médicaments

Les représentants du secteur pharmaceutique (PPMA – Pakistan Pharmaceutical Manufacturer's Association, association représentant les entreprises pakistanaises et le Pharma Bureau de l'Overseas Investors Chamber of commerce, représentant les intérêts des investisseurs étrangers) ont rencontré le gouvernement pakistanais début mars pour évoquer les difficultés rencontrées par les producteurs de médicaments en raison de l'absence de mécanisme d'ajustement des prix, régulés par la Drug Authority Pakistan, mettant en cause leur modèle économique. PPMA et le Pharma Bureau insistaient sur le risque de pénurie de médicaments à court terme si une solution n'était pas trouvée rapidement pour ajuster les prix de vente des médicaments pour prendre en compte l'inflation et la dévaluation de la roupie pakistanaise.

D'après le Pharma Bureau, certaines entreprises pharmaceutiques auraient stoppé leur production, ce qui se reflète dans les données statistiques qui témoignent d'une chute de 55 % de la production du secteur pharmaceutique depuis juin 2022.

Le comité de coordination économique du ministère des finances a finalement décidé de reporter toute décision sur cette demande de l'industrie.

#### CALENDRIER :

##### Economique et politique :

- 23 mars - 21 avril : mois du Ramadan (+/- 2 jours).
- 6 avril : réunion du Comité de politique monétaire de la SBP
- Mai 2023 (date pas encore précisée) : appels d'offres concernant une dizaine de blocs offshore dans la mer d'Arabie.
- 30 juin 2023 : Fin de l'année budgétaire.
- 12 octobre 2023 (au plus tard) : élections générales.

##### Commercial :

- 17.06.2023 - 19.06.2023 : Agri Technology Asia 2023 / Food Technology Asia 2023/ Plast Pack Asia 2023 (Karachi)
- 14.09.2023 - 16.09.2023 : International Exhibition of Food & Beverage Processing Packaging / Pakistan Energy Exhibition & Conference 2023 (Lahore).
- 19.09.2023 - 21.09.2023 : Pharma Asia 2023(Karachi).
- 12.10.2023 - 14.10.2023 : Health Asia International Exhibition & Conferences (Karachi).
- 20.10.2023 - 22.10.2023 : Build Pakistan 2023(Lahore).
- 28.11.2023 - 30.11.2023 : Build Asia 2023 (Karachi).

Taux de chômage	7,2% en septembre 2022 en g.a
Taux de chômage des jeunes	12,2% en septembre 2022 en g.a
Taux de pauvreté	15 % (novembre 2022) +4,5 % par rapport à novembre 2021
Indice des prix à la consommation	31,5% en février 2022 en g.a
Taux directeur banque centrale	20 % (depuis le 2 mars 2023)
Réserves de change	4,32 Mds USD (un mois de réserves)
Balance commerciale 2021/2022	- 48,6 Mds USD
Compte courant (juin 2022)	-4,6% du PIB
Dettes publiques	197,2 Mds USD (fin janvier 2023)
Transferts de fonds des émigrés 2021/2022	31 Mds USD
Flux d'IDE 2021/2022	1,87 Md USD (+2,6 % -par rapport à 2020/2021)
Indice de perception de la corruption 2021	140 <sup>ème</sup> /180 (124 <sup>ème</sup> /180 en 2020)

INDICATEURS	
Population	237 millions d'habitants
PIB	376,5 Mds USD
Croissance du PIB	
Année 2021/2022	+ 5,9 %
Prévisions (2022/2023)	+ 2 %
PIB par habitant	1 586 USD

## Sri Lanka

Ouverture des activités d'importation, de stockage, de distribution et de vente de produits pétroliers à trois nouveaux acteurs

Après avoir lancé un appel à manifestation d'intérêt mi-2022 et reçu 26 propositions, le Conseil des Ministres a décidé le 27 mars d'établir des contrats à long-terme (20 ans) avec trois nouveaux acteurs – l'entreprise chinoise Sinopec, l'entreprise australienne United Petroleum et l'entreprise américaine RM Parks sous la forme d'une JV avec Shell Plc – pour l'importation, le stockage, la distribution et la vente de produits pétroliers. Cette décision met fin au duopole historique constitué par l'entreprise publique Ceylon Petroleum Corporation (CPC) et Lanka Indian Oil

Corporation (LIOC), filiale de l'entreprise indienne Indian Oil. Chacune des trois entreprises se verra allouer 150 stations essences actuellement opérées par CPC, et pourra établir 50 stations supplémentaires à de nouveaux emplacements. Le gouvernement a du reste annoncé son intention d'accélérer la procédure de restructuration de CPC ainsi que du Ceylon Electricity Board, en charge de la production, distribution et vente d'électricité.

#### Appel d'offres auprès de conseillers financiers pour la cession des participations de l'Etat dans plusieurs entreprises

Le gouvernement a lancé le 30 mars un appel d'offres pour sélectionner des conseillers en transactions afin d'accompagner la SOE Restructuring Unit dans la cession des parts des parts de l'Etat dans quatre entreprises : Sri Lanka Insurance Corporation, Canwill Holdings (Grand Hyatt Hotel), Hotel Developers Lanka (Hilton Hotel Colombo), Litro Gas Lanka dont Litro Gas Terminals (distribution de GPL). Les parties intéressées peuvent soumettre leurs propositions jusqu'au 27 avril. Le gouvernement a aussi contacté la SFI (branche du groupe Banque Mondiale dédiée au secteur privé) pour obtenir son soutien dans le cadre de la cession des parts de l'Etat dans SriLankan Airlines (dont Sri Lankan Catering), Sri Lanka Telecom et Lanka Hospital Corporation. Le fruit de ces ventes, qui donneront lieu à des procédures d'appels d'offres ouvertes, doit permettre à l'Etat de faire face à ses besoins de financement futurs, la démarche de privatisation visant aussi à terme à renforcer la performance financière et opérationnelle de ces entreprises.

#### Le conseil des ministres donne son accord pour une joint-venture indo-sri lankaise visant à développer un projet photovoltaïque d'une capacité de génération de 135 MW à Sampur dans le nord-est de l'île

A l'étude depuis 2005, le projet porté par le géant indien National Thermal Power Corporation (NTCP, détenue à 51% par l'Etat indien) prévoyait initialement l'installation dans la zone d'une centrale à charbon d'une capacité

de 500 MW en coopération avec l'entreprise publique Ceylon Electricity Board (CEB) et avait conduit en 2006 à la signature d'un MoU entre NTCP, CEB et le gouvernement sri lankais. Le ministère de l'énergie avait finalement annoncé en 2016 l'abandon du projet, décision faisant suite à de nombreuses pressions dont celle du public du fait de ses implications sociales et environnementales. NTCP et CEB ont depuis établi un nouvel accord pour développer sur cette même zone un projet photovoltaïque d'une capacité de 135 MW, projet ayant désormais reçu l'approbation du conseil des ministres. Une première phase prévoit le développement d'une capacité de 50 MW et de 40 km de lignes de transmission (220 KV) pour respectivement 43 MUSD et 24 MUSD d'ici à 2025. Une seconde phase suivra pour le développement de 85 MW de capacité et 76 km de lignes de transmission supplémentaires pour respectivement 72 MUSD et 42 MUSD. L'ensemble porte le projet à 181 MUSD. Par ailleurs, dans le sud de l'île à Hambantota, le conseil des ministres avait donné son accord en janvier pour le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la construction d'une raffinerie tournée vers l'exportation avec une capacité quotidienne minimum de 100 000 barils de pétrole. Sept entreprises ont répondu et devront désormais être départagées, dont l'entreprise publique chinoise Sinopec. Le port d'Hambantota est déjà opéré par une autre entreprise publique chinoise, China Merchants Port Holding.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)